

Art. 8. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 8. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 2215

[C — 99/12478]

4 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992, 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et la loi du 13 février 1998;

Vu le chapitre IV, section 5 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986, les lois des 20 juillet 1991, 21 décembre 1994, 22 décembre 1995, l'arrêté royal du 14 mars 1997, les lois des 13 février et 22 février 1998 et la loi du 26 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1996 et 8 août 1997;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu le protocole n° 111/3 du 19 mai 1999 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le droit à l'interruption de la carrière professionnelle pour congé parental ou pour donner des soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade existe déjà pour les travailleurs du secteur privé, que l'octroi de ces droits aux travailleurs du secteur public fédéral, régional et communautaire et aux membres du personnel des pouvoirs locaux a déjà été prévu également et que l'équité exige que les mêmes droits soient octroyés aux membres du personnel de l'enseignement et que les établissements d'enseignement doivent pouvoir prendre connaissance de ces mesures avant la fin de l'année scolaire;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 2215

[C — 99/12478]

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wet van 13 februari 1998;

Gelet op hoofdstuk IV, afdeling 5 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, de wetten van 20 juli 1991, 21 december 1994, 22 december 1995, het koninklijk besluit van 14 maart 1997, de wetten van 13 februari en 22 februari 1998 en de wet van 26 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1996 en 8 augustus 1997;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 april 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het protocol nr. 111/3 van 19 mei 1999 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle Overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het recht op de onderbreking van de beroepsloopbaan voor ouderschapsverlof of voor verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid reeds bestaat voor de werknemers van de privé-sector, dat de toekenning van dit recht aan de werknemers van de federale, gewestelijke of gemeenschapsoverheden en aan de personeelsleden van de plaatselijke besturen reeds voorzien werd en dat de billijkheid vereist dat dezelfde rechten toegekend worden aan de personeelsleden van het onderwijs en dat de onderwijsinstellingen kennis moeten kunnen nemen van deze bepalingen voor het einde van het schooljaar;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le chapitre II de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, comprenant les articles 3 à 11, est remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE II. — Interruption de la carrière

Section 1^{ère}. — Régime général

Art. 3. Le droit aux allocations d'interruption des membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui interrompent complètement leur carrière professionnelle, est limité à 72 mois maximum durant toute la carrière professionnelle.

Le droit aux allocations d'interruption des membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui interrompent partiellement leur carrière professionnelle, est limité à 72 mois maximum durant toute la carrière professionnelle avant l'âge de 50 ans.

Dès qu'ils atteignent l'âge de 50 ans, les travailleurs visés à l'article 1^{er} qui interrompent partiellement leur carrière peuvent bénéficier d'allocations d'interruption sans limitation dans le temps.

Pour le calcul des maxima de 72 mois, prévus par le présent article, il n'est pas tenu compte des périodes d'interruption complète ou partielle de la carrière en application de la section 2 du présent chapitre.

Toutefois, les maxima de 72 mois prévus par le présent article sont réduits des périodes d'interruption de carrière complète ou partielle selon le cas dont le membre du personnel a déjà bénéficié en vertu de n'importe quel texte légal ou réglementaire pris en exécution de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Art. 4. § 1^{er}. Aux membres du personnel visés dans cette section qui, selon les dispositions du présent arrêté interrompent complètement leur carrière professionnelle, est accordée une allocation d'interruption de 10 504 BEF par mois, si la fonction interrompue est à prestations complètes.

Lorsque cette fonction n'est pas à prestations complètes, ce montant est réduit au prorata des prestations qui sont interrompues.

Le montant de l'allocation d'interruption est toutefois, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, fixé à 11 504 BEF par mois lorsque l'interruption complète du régime de travail à temps plein commence dans un délai de trois ans à partir de toute naissance ou adoption d'un deuxième enfant pour lequel le membre du personnel ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Le montant de l'allocation d'interruption est toutefois fixé à 12 504 BEF par mois lorsque l'interruption complète du régime de travail à temps plein commence dans un délai de trois ans à partir de toute naissance ou adoption postérieure à celle d'un deuxième enfant pour lequel le membre du personnel ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Lorsque la fonction qui est interrompue complètement n'est pas à prestations complètes, les montants précités sont réduits au prorata des prestations qui sont interrompues.

Les montants prévus aux alinéas précédents restent également acquis en cas de prolongation de la période initiale d'interruption et au plus tard jusqu'au premier jour du mois suivant le mois au cours duquel l'enfant qui a ouvert le droit atteint l'âge de 3 ans ou, en cas d'adoption, au plus tard jusqu'au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption est atteint. En cas de décès de l'enfant qui a ouvert le droit à ce montant, ce dernier reste acquis jusqu'à la fin de la période d'interruption en cours ou jusqu'au moment où l'enfant aurait atteint l'âge de 3 ans ou que le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption aurait été atteint.

§ 2. Pour les membres du personnel qui interrompent leur carrière de manière partielle, le montant mensuel de l'allocation d'interruption s'élève à une partie de 10 504 BEF calculé selon le nombre d'heures par lesquelles la fonction a été diminuée par rapport au nombre d'heures d'une fonction complète.

Lorsque les membres du personnel remplissent les conditions du § 1^{er}, alinéa 3 ou 4, le montant mensuel de l'allocation d'interruption s'élève, au cours de la période fixée au § 1^{er}, alinéa six, à une partie de

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch sociale centra, bevattende de artikelen 3 tot 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK II. — Onderbreking van de beroepsloopbaan

Afdeling 1. — Algemeen stelsel

Art. 3. Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de personeelsleden bedoeld in artikel 1 die hun beroepsloopbaan volledig onderbreken wordt beperkt tot maximum 72 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Het recht op onderbrekingsuitkeringen van de personeelsleden die hun beroepsloopbaan gedeeltelijk onderbreken wordt beperkt tot maximum 72 maanden gedurende de beroepsloopbaan gelegen voor de leeftijd van vijftig jaar.

Van zodra zij de leeftijd van 50 jaar bereiken hebben kunnen de werknemers bedoeld in artikel 1 die hun loopbaan gedeeltelijk onderbreken, onderbrekingsuitkeringen genieten zonder beperking in de tijd.

Voor de berekening van de maxima van 72 maanden voorzien bij dit artikel wordt geen rekening gehouden met de periodes van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking in toepassing van afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Nochtans worden de maxima van 72 maanden bedoeld in dit artikel verminderd met de duur van de periodes van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking, naar gelang het geval, die het personeelslid reeds genoten heeft krachtens gelijk welke wettelijke of reglementaire tekst genomen in uitvoering van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Art. 4. § 1. Aan de personeelsleden bedoeld in deze afdeling, die volgens de bepalingen van dit besluit hun beroepsloopbaan volledig onderbreken, wordt een onderbrekingsuitkering toegekend van 10 504 BEF per maand indien het ambt dat onderbroken wordt een volledige opdracht omvat.

Wanneer dit ambt geen volledige opdracht omvat wordt dit bedrag verminderd naar rato van de prestaties die onderbroken worden.

Het bedrag van de onderbrekingsuitkering wordt echter, in afwijking van het eerste lid, vastgesteld op 11 504 BEF per maand wanneer de volledige onderbreking van de voltijdse arbeidsregeling een aanvang neemt binnen een termijn van drie jaar na de geboorte of adoptie van een tweede kind, waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

Het bedrag van de onderbrekingsuitkering wordt echter vastgesteld op 12 504 BEF per maand wanneer de volledige onderbreking van de voltijdse arbeidsregeling een aanvang neemt binnen een termijn van drie jaar na de geboorte of adoptie van een derde of daaropvolgend kind, waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

Wanneer het ambt waarin een volledige onderbreking genomen wordt geen volledige opdracht omvat, worden de voormelde bedragen verminderd naar rato van de prestaties die onderbroken worden.

De bedragen voorzien in de vorige leden blijven behouden, ook in geval van verlenging van de oorspronkelijk onderbrekingsperiode, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop het rechtgevend kind de leeftijd van 3 jaar bereikt of, in geval van adoptie, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand gedurende de welke de derde verjaardag van de homologatie van de adoptieakte wordt bereikt. In geval van overlijden van het kind dat het recht heeft geopend op dit bedrag blijft dit bedrag behouden voor de duur van de lopende onderbrekingsperiode of tot dat het kind de leeftijd van 3 jaar zou hebben bereikt of tot de derde verjaardag van de homologatie van de adoptieakte zou bereikt worden.

§ 2. Voor de personeelsleden die hun loopbaan gedeeltelijk onderbreken bedraagt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkering een gedeelte van 10 504 BEF berekend volgens het aantal uren waarmee de opdracht verminderd wordt in verhouding tot het aantal uren van een volledige opdracht.

Indien de personeelsleden de voorwaarden vervullen van § 1, derde of vierde lid, bedraagt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkering gedurende de periode bepaald in § 1, zesde lid, een gedeelte van

respectivement 11 504 BEF ou 12 504 BEF calculé selon le nombre d'heures par lesquelles la fonction a été diminuée par rapport au nombre d'heures d'une fonction complète.

§ 3. Par dérogation au § 2, pour les membres du personnel qui ont atteint l'âge de 50 ans et qui, selon les conditions et modalités fixées par la Communauté compétente, s'engagent à interrompre partiellement leur carrière jusqu'à leur retraite, le montant mensuel de l'allocation d'interruption est fixée à une partie de 21 008 BEF calculé selon le nombre d'heures par lesquelles la fonction a été diminuée par rapport au nombre d'heures d'une fonction complète, sans que ce montant puisse être supérieur à 10.504 BEF.

Lorsque les membres du personnel remplissent les conditions du § 1^{er}, alinéa 3 ou 4, le montant mensuel de l'allocation d'interruption est, au cours de la période fixée au § 1^{er}, alinéa six, fixé à une partie de respectivement 23 008 BEF ou 25 008 BEF, calculé selon les dispositions de l'alinéa précédent, sans que ce montant puisse être supérieur à respectivement 11 504 BEF ou 12 504 BEF.

§ 4 Si un membre du personnel, pendant une période d'interruption de la carrière en cours, sollicite le bénéfice d'une allocation majorée telle que prévue au § 1^{er}, alinéas 3 et 4, § 2, alinéas 2, et § 3, alinéa 2, celle-ci peut être octroyée à partir du premier jour du mois qui suit la demande. Est considérée comme demande, l'introduction des pièces justificatives dont question à l'article 16, § 3.

§ 5. Lorsqu'un membre du personnel en interruption de la carrière, reçoit en cours de l'année scolaire des heures complémentaires à cause de réaffectation ou de remise à l'emploi pour lesquelles il prend également une interruption de carrière, il a droit à une augmentation du montant des allocations d'interruption par rapport aux heures complémentaires en interruption de carrière.

§ 6. Les montants fixés aux §§ 1^{er} jusqu'à 3 du présent article ne restent acquis que pendant les douze premiers mois d'interruption de la carrière complète ou partielle. Après cette période de douze mois ces montants sont diminués de 5 p.c.

Section 2. — Régimes spécifiques.

Art. 4bis. Les membres du personnel qui interrompent leur carrière complètement ou partiellement sur base des articles 100bis ou 102bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ont droit aux allocations d'interruption visées à l'article 4quinquies pour une période d'un mois éventuellement prolongeable d'un mois. Pour le calcul des délais de 72 mois prévus par l'article 3 et le délai d'un an prévu par l'article 4, § 6, il n'est pas tenu compte de ces périodes. Ces membres du personnel ne doivent pas être remplacés.

Art. 4ter. A la condition que la Communauté compétente en ait prévu la possibilité et que les conditions et modalités fixées par cette Communauté soient remplies, les membres du personnel peuvent interrompre leur carrière de manière complète sur base de l'article 100 de la loi du 22 janvier 1985 précitée ou l'interrompre partiellement sur base de l'article 102 de la même loi pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de leur ménage ou à un membre de leur famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave.

Pour l'application du présent article, est considéré comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le membre du personnel et comme membre de la famille, aussi bien les parents que les alliés.

Pour l'application du présent article, est considérée comme maladie grave toute maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme de soins ou d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

La preuve de la raison de cette interruption de carrière est apportée par le membre du personnel au moyen d'une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré, gravement malade, dont il ressort que le membre du personnel est disposé à assister ou donner des soins à la personne gravement malade.

La possibilité d'interrompre sa carrière de manière complète pour la raison visée dans le présent article, est limitée à maximum 12 mois par patient. Les périodes d'interruption peuvent seulement être prises par périodes de minimum un mois et maximum trois mois, consécutives ou non, jusqu'au moment où le maximum de 12 mois est atteint. Toutefois, la période maximale de 12 mois est réduite des périodes d'interruption de carrière complète dont le membre du personnel a déjà bénéficié pour le même patient sur base d'un autre texte légal ou réglementaire d'exécution de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée qui prévoyait ou qui prévoit la même possibilité.

respectievelijk 11 504 BEF of 12 504 BEF berekend volgens het aantal uren waarmee de opdracht verminderd wordt in verhouding tot het aantal uren van een volledige opdracht.

§ 3. In afwijking van § 2 wordt, voor de personeelsleden die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben en zich, volgens de voorwaarden en de modaliteiten bepaald door de bevoegde Gemeenschap, engageren hun loopbaan gedeeltelijk te onderbreken tot aan hun pensionering, het maandbedrag van de onderbrekingsuitkering vastgesteld op een gedeelte van 21 008 BEF, berekend volgens het aantal uren waarmee de opdracht verminderd wordt in verhouding tot het aantal uren van een volledige opdracht, zonder dat dit bedrag hoger mag liggen dan 10.504 BEF.

Indien de personeelsleden de voorwaarden vervullen van § 1, derde of vierde lid, bedraagt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkering gedurende de periode bepaald in § 1, zesde lid, een gedeelte van respectievelijk 23 008 BEF of 25 008 BEF berekend volgens de bepalingen van het vorig lid en zonder dat dit bedrag hoger mag liggen dan respectievelijk 11 504 BEF of 12 504 BEF.

§ 4. Indien een personeelslid tijdens een lopende loopbaanonderbreking een aanvraag doet tot het bekomen van een verhoogde onderbrekingsuitkering, zoals voorzien in § 1, derde en vierde lid, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid, kan deze verhoogde uitkering toegekend worden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de aanvraag. Als aanvraag geldt hier het indienen van de bewijsstukken waarvan sprake in het artikel 16, § 3.

§ 5. Indien een personeelslid dat in loopbaanonderbreking is, in de loop van het schooljaar bijkomende uren toegekend krijgt wegens reëffectatie of wedertewerkstelling waarvoor het eveneens loopbaanonderbreking neemt, heeft het recht op een verhoging van het bedrag van de onderbrekingsuitkeringen in verhouding tot het aantal bijkomende uren in loopbaanonderbreking.

§ 6. De bedragen vastgesteld in de §§ 1 tot 3 van dit artikel blijven nochtans slechts behouden gedurende de twaalf eerste maanden van de volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking. Na deze periode worden deze bedragen verminderd met 5 pct.

Afdeling 2. — Specifieke stelsels.

Art. 4bis. De personeelsleden die op basis van de artikelen 100bis of 102bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen hun loopbaan volledig of gedeeltelijk onderbreken hebben recht op de onderbrekingsuitkeringen bedoeld in artikel 4quinquies gedurende een maand eventueel verlengbaar met een maand. Voor de berekening van de termijnen van 72 maanden voorzien bij artikel 3 en de termijn van één jaar voorzien bij artikel 4, § 6, wordt geen rekening gehouden met deze periodes. Deze personeelsleden dienen niet vervangen te worden.

Art. 4ter. Op voorwaarde dat de bevoegde Gemeenschap de mogelijkheid voorzien heeft en dat de voorwaarden en modaliteiten bepaald door deze Gemeenschap vervuld werden kunnen de personeelsleden hun loopbaan volledig onderbreken op basis van artikel 100 van de voormelde wet van 22 januari 1985 of gedeeltelijk onderbreken op basis van artikel 102 van dezelfde wet voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een gezinslid of een familielid tot de tweede graad, dat lijdt aan een zware ziekte.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder gezinslid, elke persoon die samenwoont met het personeelslid en als familielid zowel de bloed- als de aanverwanten.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder zware ziekte verstaan, elke ziekte of medische ingreep die door de behandelende arts als dusdanig wordt beschouwd en waarbij de arts oordeelt dat elke vorm van sociale, familiale of emotionele bijstand of verzorging noodzakelijk is voor het herstel.

Het bewijs van de reden van deze loopbaanonderbreking wordt geleverd door het personeelslid bij middel van een attest afgeleverd door de behandelende geneesheer van het zwaar ziek gezins- of familielid tot de tweede graad, waaruit blijkt dat het personeelslid bereid is bijstand of verzorging te verlenen aan de zwaar zieke persoon.

De mogelijkheid om zijn loopbaan volledig te onderbreken om de in dit artikel aangehaalde reden is beperkt tot maximum 12 maanden per patiënt. De onderbrekingsperiodes kunnen enkel opgenomen worden met periodes van minimum één en maximum drie maanden, aaneensluitend of niet, tot de maximum termijn van 12 maanden bereikt is. Nochtans wordt de maximumperiode van 12 maanden verminderd met de periodes van volledige loopbaanonderbreking die het personeelslid reeds genoten heeft voor dezelfde patiënt op basis van een andere wettekst of reglementaire tekst ter uitvoering van de voornoemde herstellwet van 22 januari 1985, die dezelfde mogelijkheid voorzag.

La possibilité de prendre une interruption de carrière partielle pour la raison visée dans le présent article, est limitée à maximum 24 mois par patient. Les périodes d'interruption partielle de la carrière peuvent seulement être prises par périodes de 1 mois minimum ou de 3 mois maximum, consécutives ou non, jusqu'au moment où le maximum de 24 mois est atteint.

Toutefois, la période de maximum 24 mois par patient est réduite des périodes d'interruption partielle de la carrière dont le membre du personnel a déjà bénéficié pour le même patient sur base d'un autre texte légal ou réglementaire d'exécution de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée qui prévoyait ou qui prévoit la même possibilité.

Art 4quater. A la condition que cette possibilité ait été prévue par la Communauté compétente et que les conditions et modalités fixées par cette Communauté soient remplies, les membres du personnel peuvent interrompre leur carrière de manière complète sur base de l'article 100 de la loi du 22 janvier 1985 précitée pour un maximum de trois mois ou réduire leurs prestations de travail sur base de l'article 102 de la loi précitée pour un maximum de six mois lors de la naissance ou l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental.

Dans le cas d'une naissance, ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 4 ans. Dans le cas d'une adoption, le congé doit être pris dans une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le membre du personnel a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son 8ième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit au congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son 8ième anniversaire.

Le membre du personnel qui a déjà bénéficié de l'une ou l'autre forme de congé parental pour l'enfant concerné avant de devenir membre du personnel dans le sens de l'article 1^{er}, ne peut plus bénéficier pour ce même enfant des dispositions du présent article.

Art. 4quinquies. § 1^{er}. Pour les membres du personnel qui interrompent leur carrière de manière complète en vertu des dispositions de la présente section, le montant de l'allocation d'interruption s'élève à 17 411 BEF par mois si la fonction interrompue est à prestations complètes. Lorsque cette fonction n'est pas à prestations complètes, ce montant est réduit au prorata des prestations qui sont interrompues.

§ 2. Pour les membres du personnel qui réduisent leur carrière professionnelle jusqu'à la moitié, le montant de l'allocation visée au § 1^{er} est fixé à 8 705 BEF, lorsque la fonction pour laquelle l'interruption de carrière est demandée est à prestations complètes. Pour toutes les autres interruptions partielles le montant est réduit au prorata des prestations qui sont diminuées.

Toutefois, pour les membres du personnel visés à l'article 4, § 3 du présent arrêté, le montant de 8 705 BEF prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à 17 411 BEF.

Art. 5. Les allocations d'interruption sont payées par l'Office national de l'Emploi.

Lorsque le membre du personnel qui interrompt sa carrière complète ou partielle, est remplacé par une ou plusieurs personnes visées à l'article 13, 1°, l'allocation payée est facturée par l'Office précité auprès des Ministères de l'enseignement communautaires à la fin de l'année scolaire.

Lorsque le membre du personnel qui interrompt sa carrière complète ou partielle, est remplacé par une ou plusieurs personnes visées à l'article 13, 1°, et par une ou plusieurs personnes visées aux articles 12 et 13, 2° jusqu'au 12, l'allocation payée est facturée au prorata.

Les modalités de la facturation visées aux alinéas précédents sont fixées par un accord de coopération comme visé à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, conclu entre le Ministre de l'Emploi et du Travail et les Ministres communautaires compétents pour l'enseignement.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice des incompatibilités découlant du statut applicable au membre du personnel, les allocations d'interruption peuvent être cumulées avec les revenus provenant soit de l'exercice d'un mandat politique, soit d'une activité accessoire en tant que travailleur salarié déjà exercée avant l'interruption de la carrière.

De in dit artikel bedoelde mogelijkheid van gedeeltelijke loopbaanonderbreking is beperkt tot maximum 24 maanden per patiënt. De periodes van gedeeltelijke loopbaanonderbreking kunnen enkel opgenomen worden met periodes van minimum één maand tot maximum drie maanden, aaneensluitend of niet tot de maximum van 24 maanden bereikt is.

Nochtans wordt de maximumperiode van 24 maanden per patient verminderd met de periodes van gedeeltelijke loopbaanonderbreking die het personeelslid reeds genoten heeft voor dezelfde patiënt op basis van een andere wettekst of reglementaire tekst ter uitvoering van voornoemde herstellwet van 22 januari 1985, die dezelfde mogelijkheid voorzagt.

Art. 4quater. Op voorwaarde dat deze mogelijkheid voorzien werd door de bevoegde Gemeenschap en dat de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld door deze Gemeenschap vervuld werden kunnen de personeelsleden hun loopbaan volledig onderbreken op basis van artikel 100 van de voormelde wet van 22 januari 1985 voor een periode van maximum drie maanden of hun arbeidsprestaties verminderen, op basis van artikel 102 van de voornoemde wet, voor een periode van maximum zes maanden, bij de geboorte of adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof.

In geval van geboorte dient dit verlof opgenomen te worden vooraleer het betrokken kind de leeftijd van 4 jaar heeft bereikt. Naar aanleiding van een adoptie van een kind dient het verlof opgenomen te worden in een periode van 4 jaar die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van het gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid zijn verblijfplaats heeft, en dit uiterlijk tot het kind 8 jaar wordt.

Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het recht op ouderschapsverlof toegekend uiterlijk tot het kind 8 jaar wordt.

Het personeelslid dat al genoten heeft van één of ander vorm van ouderschapsverlof voor het betrokken kind vooraleer hij een personeelslid geworden is in de zin van artikel 1, kan voor het zelfde kind niet meer genieten van de bepalingen van dit artikel.

Art. 4quinquies. § 1. Voor de personeelsleden die hun loopbaan volledig onderbreken krachtens de bepalingen van deze afdeling bedraagt het bedrag van de onderbrekingsuitkering 17 411 BEF per maand indien het ambt dat onderbroken wordt een volledige opdracht omvat. Wanneer dit ambt geen volledige opdracht omvat wordt dit bedrag verminderd naar rato van de prestaties die onderbroken worden.

§ 2. Voor de personeelsleden die hun beroepsloopbaan verminderen tot de helft wordt het bedrag van de in § 1 bedoelde uitkering vastgesteld op 8 705 BEF, indien het ambt waarvoor loopbaanonderbreking wordt gevraagd een volledige opdracht omvatten. Voor andere gedeeltelijke onderbrekingen wordt dit bedrag verminderd naar rato van de prestaties die verminderd worden.

Nochtans wordt voor de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 3, van dit besluit het bedrag van 8 705 BEF voorzien in het eerste lid op 17 411 BEF gebracht.

Art. 5. De onderbrekingsuitkeringen worden uitbetaald door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Wanneer het personeelslid dat zijn loopbaan volledig of gedeeltelijk onderbreekt, vervangen werd door een of meerdere personen bedoeld in artikel 13, 1°, worden de onderbrekingsuitkeringen op het einde van het schooljaar door de voornoemde Rijksdienst teruggevorderd bij het desbetreffend Gemeenschapsministerie van Onderwijs.

Wanneer het personeelslid dat zijn loopbaan volledig of gedeeltelijk onderbreekt, vervangen wordt door één of meerdere personen bedoeld in artikel 13, 1° en door één of meerdere personen bedoeld in artikel 12 of 13, 2° tot 12, wordt de onderbrekingsuitkering naar rato teruggevorderd.

De modaliteiten van de in de voorgaande leden bedoelde terugvorderingen worden vastgesteld bij middel van een samenwerkingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, afgesloten tussen de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Gemeenschapsministers bevoegd voor onderwijs.

Art. 6. § 1. Onverminderd de onverenigbaarheden die voortvloeien uit het statuut dat op het personeelslid toepasselijk is, kunnen de onderbrekingsuitkeringen gecumuleerd worden met de inkomsten die voortvloeien ofwel uit het uitoefenen van een politiek mandaat, ofwel uit een bijkomende activiteit als loontrekkende, die reeds werd uitgeoefend vóór de onderbreking van de loopbaan.

Cette activité accessoire de salarié doit déjà avoir été exercée durant au moins les trois mois qui précèdent le début de l'interruption de carrière complète ou partielle.

Dans le cas d'une interruption complète, des allocations d'interruption peuvent également être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante pendant une période maximale d'un an.

Les allocations d'interruption ne sont pas cumulables avec l'octroi d'une pension à charge de l'Etat belge. L'interruption de carrière sans le paiement d'allocations peut être accordé aux bénéficiaires d'une pension de survie.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, est considérée comme activité accessoire en tant que travailleur salarié, l'activité salariée dont la fraction d'occupation n'excède pas celle de l'emploi dont l'exécution est suspendue ou dans lequel les prestations de travail sont diminuées.

Pour l'application de § 1^{er} est considérée comme activité indépendante, l'activité qui, selon la réglementation en vigueur oblige, la personne concernée à s'inscrire auprès de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Art. 7. Le droit aux allocations d'interruption se perd à partir du jour où le membre du personnel qui bénéficie d'une allocation d'interruption entame une activité rémunérée quelconque, élargit une activité accessoire existante ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante.

Le travailleur qui entame néanmoins une activité visée à l'alinéa 1^{er}, doit en avertir au préalable le directeur, faute de quoi les allocations d'interruption déjà payées sont récupérées.

Art. 8. Le membre du personnel est, pour les litiges qui découlent de l'exercice des activités visées aux articles 6 et 7 et pour le contrôle de ces activités, assimilé au travailleur visé à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Si le membre du personnel n'a pas droit aux allocations d'interruption suite à une décision du directeur ou y renonce lui-même, il n'est pas réputé en interruption de carrière.

Art. 9. La Communauté compétente fixe les règles applicables dans le cas où le membre du personnel en interruption de carrière veut reprendre ses fonctions ou les exercer à nouveau entièrement avant l'expiration de la période d'interruption de la carrière.

En cas d'application de l'alinéa précédent, le directeur doit être averti dans les quinze jours de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions ou les exerce à nouveau complètement.

Art. 10. Les membres du personnel bénéficiant d'allocations d'interruption peuvent se rendre à l'étranger à condition de conserver leur domicile en Belgique.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut décider sous quelles conditions le membre du personnel qui a son domicile à l'étranger peut obtenir ou conserver ses droits aux allocations d'interruption.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique.

Art. 11. Les maladies ou infirmités encourues au cours de la période d'interruption de la carrière, ou le fait que le membre du personnel tombe sous l'application de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, ne mettent pas fin à la période d'interruption en cours, sauf lorsque la Communauté compétente en décide autrement.

Art. 2. L'article 12 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. Pendant l'interruption de la carrière, le membre du personnel doit être remplacé par un chômeur complet indemnisé qui bénéficie d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine. Le pouvoir organisateur dispose à cet effet d'un délai d'un mois à calculer de date à date, prenant cours dès le début de l'interruption de la carrière complète ou partielle.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel ne doit pas être remplacé :

1° lorsqu'il est en interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, comme visé à l'article 4bis du présent arrêté;

2° lorsqu'il est en interruption de carrière pour donner des soins à un membre de son ménage ou de sa famille qui est gravement malade, comme visé à l'article 4ter, sauf dans les cas suivants :

— la période demandée s'élève à 3 mois;

Deze bijkomende activiteit als loontrekkende moet reeds uitgeoefend geweest zijn gedurende ten minste de drie maanden die het begin van de volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking voorafgaan.

In geval van volledige onderbreking kunnen de onderbrekingsuitkeringen eveneens gecumuleerd worden met de uitoefening van een zelfstandige activiteit, gedurende een periode van maximum 1 jaar.

De onderbrekingsuitkeringen kunnen niet gecumuleerd worden met een pensioen ten laste van de Belgische Staat. De loopbaanonderbreking zonder uitkeringen kan wel worden toegekend aan rechthebbenden op een overlevingspensioen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt beschouwd als bijkomende activiteit als loontrekkende, de activiteit in loondienst waarvan de tewerkstellingsbreuk niet groter is dan deze van de betrekking waarvan de uitvoering geschorst wordt of waarin de arbeidsprestaties vermindert worden.

Voor de toepassing van § 1 wordt als zelfstandige activiteit beschouwd, deze activiteit waardoor volgens de terzake geldende reglementering, de betrokken persoon verplicht is zich in te schrijven bij het Rijksinstituut voor Sociale Verzekering der Zelfstandigen.

Art. 7. Het recht op onderbrekingsuitkeringen gaat verloren vanaf de dag dat het personeelslid dat een onderbrekingsuitkering geniet om het even welke bezoldigde activiteit aanvangt, een bestaande bijkomende activiteit uitbreidt of meer dan 1 jaar zelfstandige activiteit telt.

De werknemer die toch een in het eerste lid bedoelde activiteit begint, dient vooraf de directeur hiervan op de hoogte te stellen, bij gebreke waarvan de reeds uitbetaalde onderbrekingsuitkeringen teruggevorderd worden.

Art. 8. Het personeelslid wordt, voor de betwistingen die voortvloeien uit de uitoefening van de in artikelen 6 en 7 bedoelde activiteiten en voor de controle op deze activiteiten, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Indien het personeelslid geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de directeur of uit eigen wil afziet van deze uitkeringen, wordt hij niet beschouwd als zijnde in loopbaanonderbreking.

Art. 9. De bevoegde Gemeenschap stelt de regels vast die van toepassing zijn voor het geval het personeelslid in loopbaanonderbreking zijn ambt opnieuw wenst op te nemen of opnieuw volledig uit te oefenen vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verlopen is.

Bij toepassing van de bepalingen van het vorig lid dient de directeur binnen de vijftien dagen verwittigd te worden van de datum waarop het ambt terug wordt opgenomen of terug volledig uitgeoefend.

Art. 10. De personeelsleden gerechtigd op onderbrekingsuitkeringen mogen zich naar het buitenland begeven op voorwaarde dat zij hun woonplaats in België behouden.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan beslissen dat het personeelslid dat zijn woonplaats in het buitenland heeft zijn recht op onderbrekingsuitkeringen kan bekomen of behouden.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald.

Art. 11. De ziekten of gebrekkigheden opgelopen tijdens de periode van loopbaanonderbreking, of het feit dat het personeelslid valt onder de toepassing van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 stellen geen einde aan de lopende onderbrekingsperiode, tenzij de bevoegde Gemeenschap er anders over beslist.

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 12. Gedurende de loopbaanonderbreking dient, ter vervanging van het personeelslid een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week aangeworven te worden. De inrichtende macht beschikt daartoe over een termijn van één maand, te rekenen van datum tot datum, vanaf het begin van de periode van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking.

In afwijking aan het vorig lid dient de ambtenaar niet vervangen te worden :

1° wanneer hij in loopbaanonderbreking is voor het verlenen van palliatieve zorg zoals bedoeld in artikel 4bis van dit besluit;

2° wanneer hij in loopbaanonderbreking is voor het verlenen van zorgen aan een zwaar ziek gezins- of familielid zoals bedoeld in artikel 4ter behalve in de volgende gevallen :

— de aangevraagde periode bedraagt 3 maand;

— l'agent concerné a déjà bénéficié de 2 mois d'interruption complète ou partielle de la carrière et demande une nouvelle prolongation.

La communauté compétente peut fixer des conditions spécifiques ou supplémentaires auxquelles les remplaçants doivent répondre.

Art. 3. L'article 13 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. En exécution des articles 100, alinéa 4 et 102, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, sont assimilés pour l'application du présent arrêté à des chômeurs complets indemnisés qui bénéficient d'allocations pour tous les jours de la semaine :

1° les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° en cas d'interruption de la carrière qui prend cours le premier jour de l'année scolaire, les membres du personnel ayant fonctionné jusqu'à la fin de l'année scolaire précédente qui, le premier jour de l'interruption, seraient devenus des chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations pour tous les jours de la semaine;

3° les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenu en application de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

4° les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui ne perçoivent pas d'allocations de garantie de revenu et les chômeurs indemnisés qui sont au chômage complet dans le cadre d'un régime de travail à temps partiel volontaire. Cette assimilation n'est valable que pour le remplacement d'un membre du personnel occupé dans un régime de travail à temps partiel qui prend une interruption complète ou d'un membre du personnel qui prend une interruption de la carrière partielle;

5° les jeunes travailleurs qui remplissent toutes les conditions d'admissibilité et d'octroi pour avoir droit aux allocations d'attente déterminées à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, à l'exception de celles de la période d'attente visée à l'article 36, § 1^{er}, premier alinéa, 4° du même arrêté, pour autant qu'ils en produisent la preuve;

6° les personnes qui souhaitent s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail et qui, dans un même temps, remplissent les conditions suivantes :

a) produire la preuve qu'à un moment donné au cours de leur carrière professionnelle, elles ont presté 312 jours de travail ou jours y assimilés au sens de la réglementation du chômage au cours d'une période de 18 mois, ou démontrer qu'elles ont bénéficié d'au moins une allocation de chômage sur la base de leurs prestations de travail, en dehors de la période visée sous b);

b) au moment de l'entrée en service, n'avoir bénéficié d'aucune allocation de chômage et n'avoir fourni aucune prestation de travail en tant que salarié ou indépendant pendant une période d'au moins 24 mois ininterrompus;

c) être inscrit en tant que demandeurs d'emploi au moment de l'entrée en service;

7° les demandeurs d'emploi qui bénéficient du minimum de moyens d'existence fixé dans la loi du 7 août 1974 instaurant un droit au minimum de moyens d'existence, qui sont inscrits auprès du service régional de placement compétent et qui produisent la preuve qu'ils ont bénéficié du minimum de moyens d'existence pendant au moins trois mois au cours des six mois qui précèdent leur entrée en service;

8° les demandeurs d'emploi qui sont inscrits au registre de la population et bénéficient de l'aide sociale, mais qui n'ont pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité, et qui sont inscrits auprès du service régional de placement compétent et qui produisent la preuve qu'ils ont bénéficié de l'aide sociale pendant au moins trois mois au cours des six mois qui précèdent leur entrée en service;

9° les travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé tel que visé à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

10° les travailleurs qui sont liés par un contrat de remplacement au sens de l'article 11ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à condition :

- qu'ils aient bénéficié d'allocations pour tous les jours de la semaine, en tant que chômeur complet indemnisé, immédiatement avant le début de l'exécution de ce contrat de remplacement, ou remplissaient une des conditions des 1° à 9° ou 11° au 12°;

— de betrokken ambtenaar heeft reeds 2 maanden volledige loopbaanonderbreking of gedeeltelijke loopbaanonderbreking genoten en vraagt opnieuw een verlenging.

De bevoegde Gemeenschap kan specifieke of bijkomende voorwaarden vaststellen waaraan de vervangers dienen te voldoen.

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 13. In uitvoering van de artikelen 100, vierde lid en 102, § 1, derde lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden voor de toepassing van onderhavig besluit met een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week gelijkgesteld :

1° de wegens ontstentenis van betrekking gestelde personeelsleden;

2° bij een loopbaanonderbreking die ingaat op de eerste dag van het schooljaar, de personeelsleden tewerkgesteld tot het einde van het vorig schooljaar, op de eerste dag van de onderbreking volledig vergoede werklozen zouden geworden zijn die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week;

3° de deeltijdse werknemers met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering genieten in toepassing van artikel 131bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

4° de deeltijdse werknemers met behoud van rechten die geen inkomensgarantie-uitkering genieten en de vergoede werklozen die volledig werkloos zijn in een vrijwillig deeltijdse arbeidsregeling. Deze gelijkstelling geldt slechts voor de vervanging van een personeelslid tewerkgesteld in een deeltijdse arbeidsregeling die een volledige loopbaanonderbreking neemt of van een personeelslid dat een deeltijdse loopbaanonderbreking neemt;

5° de jonge werknemers die alle toelaatbaarheids- en toekenningsvoorwaarden vervullen om gerechtigd te worden op wachttuitkeringen bepaald in artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, behalve die van de wachtperiode bedoeld in artikel 36, § 1, eerste lid, 4° van hetzelfde besluit, in zoverre zij hiervan het bewijs leveren;

6° de personen die zich wensen in te schakelen of terug in te schakelen op de arbeidsmarkt en tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) zij leveren het bewijs dat zij op een bepaald ogenblik gedurende hun beroepsloopbaan 312 arbeidsdagen of daaraan gelijkgestelde dagen in de zin van de werkloosheidsreglementering gepresteerd hebben gedurende een periode van 18 maanden, ofwel tonen zij aan dat zij minstens één werkloosheidsuitkering genoten hebben op basis van hun arbeidsprestaties, buiten de periode bedoeld in b);

b) op het ogenblik van de indienstneming hebben zij gedurende een periode van minstens 24 maanden zonder onderbreking geen werkloosheidsuitkeringen genoten en geen arbeidsprestaties geleverd als loontrekkende of zelfstandige;

c) zij zijn op het ogenblik van de indienstneming ingeschreven als werkzoekende;

7° de werkzoekenden die genieten van het bestaansminimum bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van een recht op het bestaansminimum, die ingeschreven zijn bij de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en het bewijs leveren dat zij gedurende ten minste drie maanden in de loop van de zes maanden die hun indiensttreding voorafgaan het bestaansminimum genoten hebben;

8° de werkzoekenden die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister en sociale bijstand genieten, maar geen recht hebben op het bestaansminimum omwille van hun nationaliteit, en die ingeschreven zijn bij de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en die het bewijs leveren dat ze sociale bijstand genoten hebben gedurende ten minste drie maanden tijdens de zes maanden die hun indienstneming voorafgaan;

9° de minder-valide werknemers tewerkgesteld in een beschermde werkplaats zoals bedoeld in artikel 78 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

10° de werknemers die verbonden zijn door een vervangingsovereenkomst in de zin van artikel 11ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, op voorwaarde :

— dat zij uitkeringen genoten voor alle dagen van de week als vergoede volledige werkloze, onmiddellijk voor het begin van de uitvoering van de vervangingsovereenkomst, of een van de voorwaarden vervulden van het 1° tot 9 of 11 en 12;

- que la période de remplacement pour laquelle ils étaient engagés soit terminée;

11° les travailleurs qui étaient déjà des remplaçants valables des mêmes personnes qui prolongent leur interruption de carrière;

12° les demandeurs d'emploi dont le droit aux allocations a été suspendu pour chômage de longue durée en vertu des dispositions du chapitre 3, section 8, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ou sur base de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, et qui n'ont plus bénéficié d'allocations dans le cadre de la réglementation chômage, pendant au moins 24 mois sans interruption. ».

13° les membres du personnel ayant remplacé un membre du personnel durant son congé de maternité et qui, au début de ce remplacement, étaient chômeurs complets indemnisés pour tous les jours de la semaine, ou y étaient assimilés sur base des dispositions du présent article.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1999.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 1^{er} août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985.

Arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986, *Moniteur belge* du 21 août 1986.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1995.

Loi du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 23 décembre 1995.

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Arrêté royal du 12 août 1991, *Moniteur belge* du 27 août 1991.

Arrêté royal du 20 août 1996, *Moniteur belge* du 6 septembre 1996.

Arrêté royal du 8 août 1997, *Moniteur belge* du 19 septembre 1999.

— dat de periode van vervanging waarvoor zij aangeworven werden, beëindigd is;

11° de werknemers die reeds geldige vervangers waren van dezelfde personen die hun loopbaanonderbreking verlenen;

12° de werkzoekenden waarvan het recht op uitkeringen wegens langdurige werkloosheid geschorst werd krachtens de bepalingen van hoofdstuk 3, afdeling 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering of op basis van artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, en die gedurende minstens 24 maanden zonder onderbreking geen uitkeringen meer genoten hebben in het kader van de werkloosheidsreglementering. ».

13° de personeelsleden die een personeelslid gedurende haar bevallingsverlof hebben vervangen en die bij de aanvang van deze vervanging volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die uitkeringen ontvangen voor alle dagen van de week waren, ofwel er mee gelijkgesteld waren op basis van de bepalingen van dit artikel.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985.

Koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 20 juni 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

Wet van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1995.

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1991, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1991.

Koninklijk besluit van 20 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 6 september 1996.

Koninklijk besluit van 8 augustus 1997, *Belgisch Staatsblad* van 14 september 1999.